

Les Chroniques de

Recherches internationales

Février
2026

VENEZUELA : TRUMP A DÉCAPITÉ UN MODÈLE ÉPUISÉ

Michel Rogalski

*Directeur de Recherches
Internationales*



Recherches internationales

Lorsque les États-Unis, à l'aube du 3 janvier 2026, lancent l'opération pour kidnapper le chef d'État Nicolás Maduro, la surprise est totale. Surprise également devant la mise en scène de type hollywoodienne, la facilité apparente de l'attaque et surtout l'absence quasi-totale de riposte de l'armée vénézuélienne. L'acte commis, au mépris de toutes les règles du droit international a choqué, à l'exception de pays alliés des États-Unis, notamment européens, qui s'étaient alignés servilement depuis déjà des années sur son attitude vis-à-vis de ce pays

Pour comprendre l'évolution des relations vénézuélano-américaines il faut revenir sur les particularités de ce pays, y compris au sein de l'Amérique latine.

Singularité du Venezuela en Amérique latine

Ce pays doit sa singularité au fait que dès le début du 20ème siècle le pétrole y jaillit en abondance et s'avère en posséder des réserves considérables, même si certains gisements de la ceinture Orénoque sont difficilement exploitables et difficiles à raffiner constituant ainsi des réserves plutôt que des ressources exploitables. Au sortir de la dictature brutale – de 1948 à 1958 - le pays a déjà bénéficié des retombées de la manne pétrolière et connaît déjà les méfaits de sa malédiction – on produit peu et on importe tout. La corruption adossée au pétrole prend son essor et permet l'émergence de grandes familles oligarchiques. Le pays se transforme en État rentier et offrira dans les trente années qui suivront à ses habitants le plus haut niveau de revenu par tête de l'Amérique latine.

Le pays met en place un régime politique ponctué d'alternance entre sociaux-démocrates (du parti AD) et conservateurs (du parti Copei), excluant tous les autres. Le pays est le plus urbanisé d'Amérique latine (83 % d'urbains), importe 80 % de son alimentation, possède un réseau bancaire très dense et se retrouve le plus américanisé d'Amérique latine.

Une classe moyenne s'y est développée en permettant aux épargnants de pouvoir détenir des comptes libellés en dollars bénéficiant ainsi du différentiel d'inflation entre le dollar et la monnaie nationale.

Ce rêve prendra fin brutalement en 1983, lorsque en une nuit la convertibilité dollar-bolivar fut supprimée et les comptes dollars convertis en bolivars au taux de 4,13 bolivars = 1 dollar au lieu de la parité la veille. On entrait alors dans une nouvelle période. La fin de la décennie fut marquée en 1989 par le Caracazo, trois jours d'émeutes urbaines et environ un millier de morts pour protester contre l'application d'un paquet de mesures imposé par le FMI et relayé par le président social-démocrate Carlos Andrés Perez.

L'émergence d'Hugo Chávez

C'est dans ce contexte qu'un militaire peu gradé- Hugo Chávez – tente un coup d'État au début des années 90. Aussitôt arrêté avec une trentaine de ses hommes, il est jeté en prison. Il en profite pour peaufiner un programme politique avec ses nombreux visiteurs. Libéré trois années plus tard, Chávez n'aura de cesse de parcourir le pays suscitant une adhésion croissante qui obligera la plupart des candidats des autres partis à se rallier à sa candidature. Fin 1998, il sera triomphalement élu.

Recherches internationales

Une autre période commence avec un pays clivé et fortement politisé. Les vieux partis qui géraient le bipartisme se retrouvent affaiblis et structurent une opposition rejointe par des partis d'extrême droite où militait déjà María Corina Machado. Un hiatus toujours présent aujourd'hui se met en place. La bourgeoisie d'affaires, rentière ou corrompue qui contrôle toujours l'économie, la finance et les médias ne supporte pas d'avoir été écartée des postes politiques et ne rêve que de revanche.

Le chavisme s'affirme avec une idéologie qui mélange références à Marx, Bolivar et Dieu, triptyque assez récurrent dans la gauche latino-américaine.

« Le chavisme s'affirme avec une idéologie qui mélange références à Marx, Bolivar et Dieu, triptyque assez récurrent dans la gauche latino-américaine. »

Chávez voulut en reprendre le contrôle de la compagnie pétrolière créée une vingtaine d'années auparavant en changeant la direction. Insupportable pour l'opposition qui tenta un coup d'État en 2002 en s'appuyant sur une partie de l'armée et une collusion avec les États-Unis et l'Espagne.

Quelques mois plus tard, fin 2002-début 2003 le pays fut confronté à un lock-out décrété par la direction pétrolière, grève très dure qui perdura plusieurs mois et pris fin par le licenciement de plusieurs milliers de cadres de la compagnie, soit près d'un quart des effectifs. La production pétrolière qui avait atteint le niveau de 3 millions de barils/jours commença à décliner et fut divisée par 3 ou 4. L'opposition, toujours dans un esprit de revanche suscita en 2004 un « referendum révocatoire qui finira par un succès éclatant de Chávez.

Heurs et malheurs du chavisme

Pendant cette période la « révolution bolivarienne » qui porta le slogan du « socialisme du XXIème » sortit de son isolement et fut rattrapée par le virage à gauche de l'Amérique latine lui permettant de créer en 2004 avec une dizaine de pays, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques , l'ALBA. La solidarité internationale battit son plein et de nombreux Comités boliviariens essaimèrent dans le monde occidental.

Pour faire face à la corruption croissante qui gangrenait les administrations publiques qu'il lui fallait contourner, Chávez, avec l'aide de Cuba, mit sur pieds les « missions » (Adentro, Robinson, Miracle, ...) dans le domaine de la santé, de l'éradication de l'analphabétisme dont le succès fut tel que l'opposition dut s'engager à les maintenir en cas de victoire.

La fin de la décennie fut marquée par la chute des prix du pétrole, le manque de devises, l'endettement qui rendait les vendeurs réticents, de crainte de n'être pas payés, et un budget insuffisant pour faire tourner le pays. La Chine et la Russie vinrent en aide au régime au travers de prêts assortis de conditions sévères.

Rattrapé par la maladie Chávez mourut en 2013 non sans avoir auparavant désigné Nicolás Maduro comme son successeur. Celui-ci hérite d'un pays exsangue, fortement endetté, en chute massive de production où tous les premiers acquis en matière sociale et démocratique furent laminés. Le pouvoir devint sans boussole stratégique ne donnant l'impression de n'être animé que par le seul souci de se maintenir au pouvoir au mépris bien souvent du respect des procédures électorales rendant sa légitimité de plus en plus contestée.

Recherches internationales

Mais c'est l'embargo financier (2017) puis pétrolier (2019) mis en place par Donald Trump qui dirigent le pays vers l'effondrement. Ce train de sanctions sera durci ultérieurement et continuera jusqu'à la mise sur pieds d'un véritable embargo, notamment pétrolier. La production était passée de 3 millions de barils/jours à environ un million. Entretemps – dès 2015 - la population quittait massivement le pays. Au total 6 à 8 millions de Vénézuéliens prirent la route de l'exil sur une population totale d'un peu plus de trente millions. Une véritable hémorragie. L'accueil ne fut pas celui espéré et les campagnes de rejets furent nombreuses et exploitées par les forces de droite continentales.

«Mais c'est l'embargo financier (2017) puis pétrolier (2019) mis en place par Donald Trump qui dirigent le pays vers l'effondrement.»

À l'évidence le modèle vénézuélien ne faisait plus recette et son image de marque se dégradait mettant à mal les ressorts de la solidarité internationale. Il devenait un boulet et un fardeau de plus en plus lourd à porter pour les amis de la révolution bolivarienne. Alors qu'à l'évidence le modèle ne cohabitait plus les valeurs traditionnelles de gauche, il était utilisé en Amérique latine par les forces de droite comme un repoussoir.

L'enlèvement de Maduro reconfigure la situation politique

C'est dans ce contexte qu'intervient l'opération d'enlèvement du président Maduro. Elle crée une situation nouvelle dans le pays. Jusqu'alors l'espace politique était fortement clivé autour de la personne du président qui incarnait le régime. Le clivage principal se structurait entre pro-Maduro et anti-maduristes. Ces derniers représentaient une opposition éclatée entre trois courants principaux.

Recherches internationales

Une forme extrême incarnée par Corina Machado qui appelait depuis des années ouvertement au renversement du régime au travers d'une intervention étrangère américaine. Une frange modérée issue du bipartisme qui avait régné pendant des décennies et une opposition de gauche qui avait quitté le madurisme. Toutes les trois étaient victimes de la répression et alimentaient les prisons du pays.

Aujourd'hui le clivage principal autour duquel va s'organiser la vie politique c'est celui du rapport aux États-Unis. Faut-il accepter la « collaboration » et le statut de semi-colonie ou faut-il résister ? Les ennemis d'hier devenant les alliés d'aujourd'hui. Pour l'instant le bloc maduriste, y compris l'armée, fait bloc derrière la présidente intérimaire Delcy Rodríguez pour assumer la coopération. Il est appuyé en cela par le courant de Marina Machado qui attend d'être associé au pouvoir, ce à quoi œuvre Trump. Pour l'instant Marina Machado n'est toujours pas rentrée au pays. L'armée semble vouloir conserver son unité et profiter des avantages que lui procurer sa présence en nombre dans les ministères et l'appareil d'État. En face, l'opposition à cette ligne reste pour l'instant silencieuse et semble peiner à s'organiser.

En attendant des mesures sont prises qui attestent de la docilité du régime et bousculent l'ordre établi. La libération d'une première vague d'une centaine de prisonniers politiques a précédé l'annonce par la présidente intérimaire d'une amnistie générale complétée par la fermeture de la prison centrale de Caracas qui sera vidée et réaffectée à des usages sociaux. Des accords pétroliers sont votés par l'Assemblée nationale ouvrant le secteur à des firmes privées.

Recherches internationales

Des accords pétroliers sont conclus avec les États-Unis permettant à ceux-ci de contrôler l'exportation du pétrole. À cela s'ajoute la ré-installation d'une antenne de la CIA à Caracas et d'une ambassade américaine.

Les États-Unis prétendent non pas bloquer les exportations de pétrole du pays, mais en contrôler le mécanisme. Trump essaie, sans grand succès, de mobiliser les majors du pétrole pour revenir au Venezuela en proposant des incitations. Douchées par leurs revers passés, elles restent réticentes. Les États-Unis se gardent bien de détruire le régime et son appareil d'État et avancent prudemment afin d'éviter tout risque de guerre civile. L'objectif étant d'opérer à une transition vers un régime de leur vœu et obéissant en attendant, peut-être à terme, d'organiser des élections contrôlables et redistribuer les postes de pouvoir. Pour l'instant le peuple vénézuélien semble dessaisi de son histoire et risque d'assister à la transformation d'un chemin vers le « socialisme du XXIème » en une chimère de plus.

Recherches internationales

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue Recherches internationales à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.



<http://www.recherches-internationales.fr/>



<https://shs.cairn.info/revue-recherches-internationales?lang=fr>



contact@recherches-internationales.fr



<https://www.linkedin.com/company/revue-recherches-internationales/>



[@Recherchesinte1](https://twitter.com/Recherchesinte1)



6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros

<https://www.recherches-internationales.fr/>